

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) et leurs impacts sur la croissance économique : Cas du Maroc

Foreign Direct Investment (FDI) and its Impact on Economic Growth The Case of Morocco

Fatiha RAMY, (Professeur de l'Enseignement Supérieur)
Institut Supérieur d'Études Maritimes (ISEM)

Adresse de correspondance :	ISEM Institut Supérieur d'Etudes Maritimes
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	RAMY, F. (2026). Les Investissements Directs Étrangers (IDE) et leurs impacts sur la croissance économique : Cas du Maroc. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 7(8), 512–527.
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 20/05/2026

Accepted: 22/07/2026

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 08 (2026)

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) et leurs impacts sur la croissance économique : Cas du Maroc

Résumé :

Cet article analyse l'impact des Investissements Directs Étrangers (IDE) sur la croissance économique au Maroc sur une période longue. À travers une approche économétrique basée sur les séries temporelles, notamment les tests de stationnarité, la modélisation ARDL, l'étude examine la relation dynamique entre les flux d'IDE et le PIB réel. Les résultats mettent en évidence l'existence d'une relation de long terme et court terme entre les IDE et la croissance économique, suggérant que ceux-ci constituent un levier stratégique pour le développement économique du Maroc. Toutefois, leur impact dépend fortement de la qualité des institutions et du niveau d'ouverture commerciale.

Mots-clés : IDE, croissance économique, Maroc, modélisation ARDL.

JEL classification : F21, F43, C22, O47, O55

Type du Papier : Recherche empirique

Abstract:

This article analyzes the impact of Foreign Direct Investment (FDI) on economic growth in Morocco over a long period. Using an econometric approach based on time series, including stationarity tests and ARDL modeling, the study examines the dynamic relationship between FDI flows and real GDP. The results highlight the existence of both long-term and short-term relationships between FDI and economic growth, suggesting that FDI constitutes a strategic lever for Morocco's economic development. However, its impact is highly dependent on the quality of institutions and the level of trade openness.

Keywords: FDI, economic growth, Morocco, ARDL modeling.

JEL code: F21, F43, C22, O47, O55

Paper Type: Empirical Research

Introduction:

Pour les économies en développement comme le Maroc, les investissements directs étrangers (IDE) constituent un levier majeur de développement économique, de croissance des revenus, de modernisation et de création d'emplois. Toutefois, ces retombées positives ne peuvent se matérialiser que si les autorités nationales adoptent des politiques publiques adaptées, capables de valoriser au mieux l'apport des capitaux étrangers dans le tissu économique local. L'objectif de ce travail est d'analyser l'impact des flux des IDE sur la croissance économique des pays hôtes, en se focalisant sur le cas du Maroc. Plus précisément, il s'agit d'examiner la nature de la relation entre le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) et l'évolution de ces flux de capitaux.

Le contexte actuel du Maroc est marqué par l'adoption du Nouveau Modèle de Développement (NMD) qui est un choix stratégique qui vise à faire du pays un hub régional. Plusieurs réformes structurelles ont été menées, à cet effet, dans le cadre de projets d'envergure. Nous pouvons citer, entre autres, le développement des énergies renouvelables, les infrastructures portuaires (le port Dakhla Atlantique destiné à connecter le Royaume au Sahel et à l'Afrique de l'Ouest) et la réforme de la charte de l'investissement.

Cette dynamique a favorisé l'attraction de nouveaux investissements directs étrangers, ciblant en particulier les Métiers Mondiaux du Maroc (MMM)¹. Le secteur aéronautique en est une parfaite illustration, marqué notamment par l'implantation et l'expansion de géants mondiaux de l'aérostructure à l'instar du groupe américain Spirit AeroSystems² à Nouaceur.

L'idée principale de ce papier est d'examiner l'effet des IDE sur la croissance macroéconomique à savoir le PIB qui est pris comme indicateur de celle-ci.

À cet égard, cette étude se propose de répondre à la problématique suivante :

« *La croissance économique est-elle tributaire des IDE ou est-elle corrélée à d'autres déterminants majeurs tels que l'ouverture commerciale ?* »

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette question, cette étude mobilise une analyse théorique et empirique fondée sur les principaux déterminants de la croissance économique. L'objectif est de mesurer la contribution effective des IDE au développement économique marocain et d'identifier les conditions susceptibles d'en renforcer les effets positifs.

Cet article est structuré en deux parties principales. La première présente une revue de la littérature consacrée aux investissements directs étrangers et à leurs effets sur la croissance économique, en mettant en évidence les principaux fondements théoriques et les résultats empiriques. La seconde expose la méthodologie adoptée, les données mobilisées ainsi que les résultats de l'analyse économétrique menée sur le cas du Maroc, avant d'en discuter les principales implications économiques et les recommandations qui en découlent.

1. Revue de littérature des IDE et leur impact sur la croissance économique

Selon l'OCDE³, les IDE sont bénéfiques aussi bien pour les pays d'origine que pour ceux d'accueil. Ils sont, en effet, considérés comme un catalyseur du développement qui permet une meilleure intégration des PED dans l'économie mondiale.

Néanmoins, Mais selon toujours le rapport de l'OCDE, les retombées que procurent les IDE ne sont pas répartis de manière équitable entre d'origine et d'accueil.

¹ Les Métiers Mondiaux du Maroc (MMM) : l'automobile, l'aéronautique, l'offshoring ou l'agro-industrie...

² Spirit AeroSystems est l'un des plus grands fabricants indépendants d'aérostructures au monde (fournisseur de premier rang pour Boeing et Airbus) : il a racheté le site de Bombardier en 2020.

³ OCDE : <https://www.oecd.org/fr/themes/investissement-direct-etranger-9ide.html> (2023)

Dans les années 1980, la plupart des pays en transition se trouvaient dans la contrainte de financement de leur investissement suite au manque de financement interne et aussi à la difficulté d'accès aux emprunts internationaux.

L'aide au développement s'est avérée insuffisante pour relancer la croissance et le développement dans ces pays.

C'est ainsi que les IDE, se sont développés, sous entendant qu'ils présentent des intérêts économiques et sociaux dans les pays d'accueil.

Ces IDE, sont implicitement instrumentalisés par les pays d'origine afin de renforcer la dépendance économique extérieure des pays d'accueils.

1.1. Les effets des IDE

Les IDE peuvent générer des transferts de technologies, des effets d'apprentissage et permettant un accès plus facile aux marchés extérieurs.

Dans les années 1980 et 1990, on assiste à une croissance considérable des IDE dans le monde et plus particulièrement au cours des années 1995 et 2000 ; mais malgré cette évolution remarquable les pays en développement ne recevaient qu'une part faible part de ces flux mais dont la dépendance à leur égard reste forte. En 2001 et 2002 on assiste à un recul des IDE qui est considéré par l'OCDE come un retour à la normale⁴.

La forte croissance des années 1990 a permis d'accroître les flux des IDE dans les pays en voie de développement. Mais ces I.D.E n'ont concerné que quelque pays, à titre d'exemple l'Afrique a été marginalisée que la majorité de ses pays ont enregistré des résultats décevants suite à la libéralisation des économies imposées par la banque mondiale et le FMI. Mais, ces IDE s'intéressaient essentiellement aux pays pétroliers ou miniers (comme Nigéria, Angola) ou aux pays plus développés (comme l'Afrique du Sud).

Les pays en de développement représentent un faible intérêt pour les firmes multinationales, alors que ces flux d'investissement représentent une place déterminante parmi les sources de financement de ces pays en développement.

Les années 1990 ont été marquées par une large vague de libéralisation dans les pays d'accueil (surtout ceux en développement) suite à l'adoption des programmes structurels d'ajustement (PAS).

1.2. Les IDE et la théorie économique

Selon la théorie néoclassique, les flux des IDE correspondent à une adaptation des firmes aux conditions des marchés nationaux et internationaux, en termes de coûts des facteurs résultant des dotations factorielles.

Définition des IDE : La première approche théorique proposant d'expliquer le lien entre les IDE et la croissance économique est la théorie de la croissance endogène, qui selon cette théorie, l'IDE, stimule la croissance, par la création d'avantages comparatifs dynamiques conduisant au transfert de technologie, l'accumulation du capital humain et l'intensification du commerce international.

D'après la littérature économique, on distingue trois grands types d'IDE:

- Ceux qui sont à la recherche des marchés, ils sont attirés par les grands marchés plus particulièrement ceux des grands revenus par habitant et des taux de croissance plus élevés ;
- Les IDE qui sont à la recherche d'actifs et destinés aux régions riches en ressources naturelles, des matières premières, de main d'œuvre non qualifiés et à bon marché, d'infrastructure physique .. etc. ;

⁴Ce retour à la normale est dû selon l'OCDE à la diminution des fusions, à des acquisitions et des privatisations des entreprises mais aussi à une faible de croissance économique mondiale enregistrée durant la période allant de 2000 à 2003 selon les données UNCTAD.

- Et ceux qui sont à la recherche d'efficacité et qui sont attirés par certaines régions en fonction du coût ajusté à la productivité des actifs, des coûts de transport et de communication...etc.

L'IDE peut être défini comme « toute opération se traduisant par une création d'entreprise à l'étranger ou de prise de participation dans des firmes étrangères » (CROZET, 2005); alors que l'INSEE, définit les IDE comme des investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquiescer un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion.

Un IDE peut prendre plusieurs formes, création d'entreprise à l'étranger, rachat ou prise de participation (acquisition d'au moins de 10% du capital social) dans une entreprise étrangère, réinvestissement des bénéfices par la filiale.

Le FMI, définit les IDE dans son Manuel de la Balance des Paiements comme étant des différentes opérations financières destinées à agir sur le marché et la gestion d'entreprises implantées dans un pays différent de celui de la maison mère.

Le terme de l'IDE peut regrouper deux grands types d'opérations ; d'une part celles réalisées par croissance interne au sein d'une firme transnationale entre la maison mère et ses différents établissements implantés à l'étranger (filiales, bureaux de représentations, etc..) : création d'unités nouvelles ; extension des capacités de production des unités déjà existantes ; flux financiers entre établissements (augmentation de capital, prêts et avances de trésorerie par la maison mère, etc.) ; réinvestissement local des bénéfices.

D'autre part, celles réalisées par croissance externe, à condition d'atteindre au moins 10% du capital de l'entreprise étrangère désirée : ce seuil est désormais retenu mondialement pour faire la différence entre les IDE des « investissements de portefeuilles », par définition beaucoup plus volatils et correspondant aux prises de participations à 10% du capital d'une entreprise.

1.3. Les IDE et la croissance économique : quels types de relations entre eux ?

La relation entre ces deux a été largement discutée dans la littérature économique. On peut distinguer deux principales perspectives théoriques résumant cette relation et une troisième beaucoup plus sceptique sur l'effet positif des IDE sur la croissance économique :

- Une première opinion optimiste qui suggère l'existence d'un effet positif de l'IDE sur la croissance, une deuxième plutôt pessimiste qui plaide en faveur d'un effet négatif de l'IDE sur la croissance
- Et une seconde qui se base sur le principe de la « dépendance de l'effet » selon lequel l'IDE ne dispose pas d'un effet positif indépendant sur la croissance économique.
- Une troisième basée sur le principe de la « dépendance de l'effet » selon laquelle l'IDE ne dispose pas d'un effet positif indépendant sur la croissance économique.

Pour la première opinion, l'IDE peut favoriser la croissance économique dans les pays d'accueil à travers des avantages directs et indirects. En ce qui concerne les avantages directs et selon la théorie néoclassique, celle-ci suppose que la croissance économique est principalement axée sur le capital. Pour cette approche, les flux d'IDE sont considérés comme un facteur stimulant de l'accumulation de capital domestique, ils pourront donc améliorer le potentiel de croissance économique. Autrement dit, les flux d'IDE peuvent contribuer à limiter les insuffisances de l'épargne domestique dans les pays d'accueil, en réduisant le coût du capital, et, par la suite, augmenter la croissance. En outre, l'IDE pourrait même accroître les investissements nationaux et ainsi avoir un impact positif indirect sur le total des investissements domestiques (Sylwester, K, 2005). Alors que Les avantages indirects de l'IDE sur la croissance sont définis par les modèles de croissance endogène qui considèrent la connaissance et la technologie comme facteurs de production. Les flux d'IDE peuvent

apporter des gains de productivité dans les pays d'accueil à travers des transferts de technologie (adoption de nouvelles techniques de production), l'acquisition de compétences (éducation et formation des travailleurs), la concurrence (utilisation efficace des ressources existantes par des entreprises nationales) et des exportations (expansion du potentiel d'exportation des entreprises nationales) (Moran, Grabam, & Blomstrom, 2005).

La deuxième opinion suggère que les flux des IDE peuvent avoir un effet négatif sur la croissance et favorisent, ainsi, l'augmentation des inégalités des revenus. L'IDE peut également créer une structure industrielle dans laquelle le monopole est prédominant, ce qui conduit à la sous-utilisation des forces productives. En outre, les IDE freinent l'investissement local du fait que les entreprises domestiques ne peuvent pas rivaliser avec leurs concurrentes en raison des limites de taille, de financement et de la puissance du marketing. Cet argument a été confirmé par Amin (1974). En effet, l'auteur explique qu'une économie contrôlée par des étrangers ne peut pas se développer d'une manière structurée et globale (organique), mais elle peut plutôt croître de manière déséquilibrée (désarticulée), ce qui conduit à une croissance stagnante dans les pays d'accueil. En outre, l'expatriation des bénéfices par les investisseurs étrangers conduit à la stagnation de la croissance dans le pays d'accueil et les transferts se feront donc sur le marché international plutôt que sur le marché intérieur.

Une troisième perspective suggère que l'IDE n'a pas un effet positif « indépendant » sur la croissance économique. En effet, l'impact de l'IDE sur la croissance dépend en grande partie des conditions du pays d'accueil et de sa capacité d'absorption. Plus précisément, un certain nombre d'études macroéconomiques ont montré que l'IDE peut avoir un impact positif sur la croissance économique en présence d'un certain nombre de conditions bien particulières. Par exemple, Blomstrom et al. montrent que l'IDE a des effets positifs sur la croissance lorsque le pays d'accueil est suffisamment riche. En d'autres termes, les pays doivent disposer d'un certain niveau de revenu pour pouvoir absorber de nouvelles technologies et récolter les avantages de l'IDE. Dans les années 2010, d'autres études ont montré que les entrées d'IDE sont fortement influencées par le retardement de l'investissement local, qui laisse entendre que l'investissement domestique est un puissant catalyseur de L'IDE dans les pays en développement. Elles ont conclu que les politiques de promotion des investissements orientés vers les entreprises nationales représentent un facteur déterminant et efficace pour attirer les investisseurs étrangers.

Actuellement les économies tendent à reconnaître un effet global positif des IDE sur la croissance économique des pays en développement mais avec quelques nuances du fait qu'on ne peut pas comparer l'Inde dont le taux de croissance est de 8,7% (en 2021) avec celui de l'Angola qui est de 1,1% (2021) et aussi celui de la Chine qui est de 8,1% (2021)⁵. C'est ainsi que l'impact des IDE sur la croissance sera dépendant des interactions qui se développent de ces pays d'accueils avec le développement humain, l'investissement national, la politique commerciale et la réduction de la pauvreté.

2. Cas du Maroc

À partir des années 90, et avec l'essor de la mondialisation, l'investissement direct étranger est devenu l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale. Il représente non seulement une source de capitaux pour les pays d'accueils, mais aussi un canal important d'intégration et de diffusion technologiques. Il n'est donc pas surprenant de voir un grand nombre de pays rivaliser afin de proposer l'environnement juridique, les politiques économiques et les conditions de production les plus attractifs.

⁵Statistiques de la Banque Mondiale.

2.1. L'histoire des I.D.E au Maroc :

Il n'en demeure pas moins que l'attractivité du Maroc envers l'investissement direct étranger s'est nettement amélioré durant les deux dernières décennies. L'amélioration du climat des affaires ainsi que l'adoption des stratégies sectorielles orientées vers l'export ont encouragé de nombreuses firmes multinationales à s'installer au Maroc. Le stock des IDE est ainsi passé de 10 milliards de dollars, en 2000, à 73 milliards de dollars, en 2021, soit une croissance annuelle moyenne de 10 %. Cependant, cet essor ne devrait pas cacher certaines aberrances, en l'occurrence celle de la faiblesse des montants réinvestis par ces entreprises.

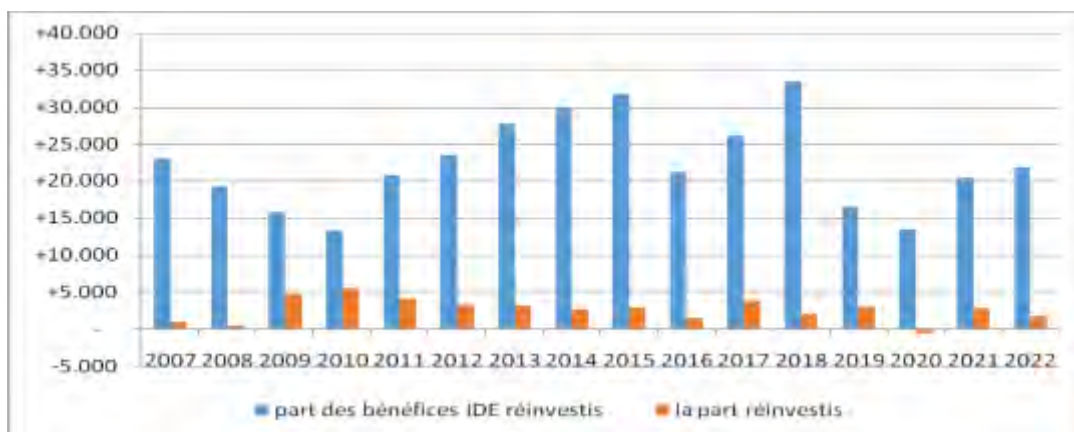
L'un des critères pertinents qui permet de juger la pérennité des IDE dans un pays est le réinvestissement de leurs revenus issus d'un premier investissement (UNCTAD, 2013). Dans le cas marocain, la lecture des données sur les revenus des IDE révèle que les investisseurs directs sont moins enclins de réinvestir les bénéfices collectés et préfèrent cependant rapatrier leurs dividendes. Ceux-ci représentent, en effet, une part moyenne de 75 % durant ces deux dernières décennies. De l'autre côté, bien qu'elle ait enregistré une forte croissance entre 2005 et 2021, la part des bénéfices réinvestis demeure faible et ne dépasse pas 20 %, bien en dessous des moyennes observées ailleurs dans le monde, présentant ainsi un manque à gagner pour l'économie marocaine (figure suivante).

Graphique 1 : Le montant des I.D.E au Maroc



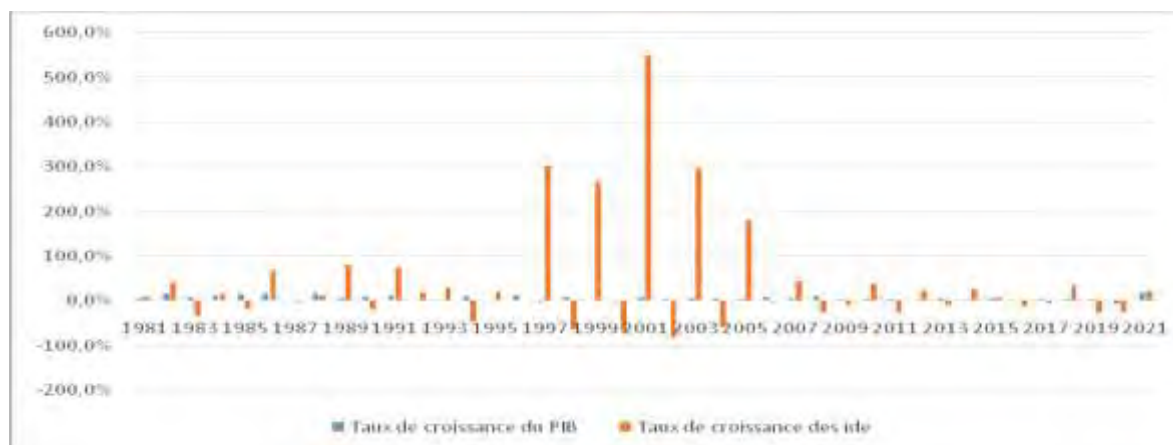
Source : Graphique construit à partir des données de l'office de change (les données sont en millions de MAD).

Graphique 2 : La part des bénéfices des IDE réinvestis au Maroc



Source : HCP

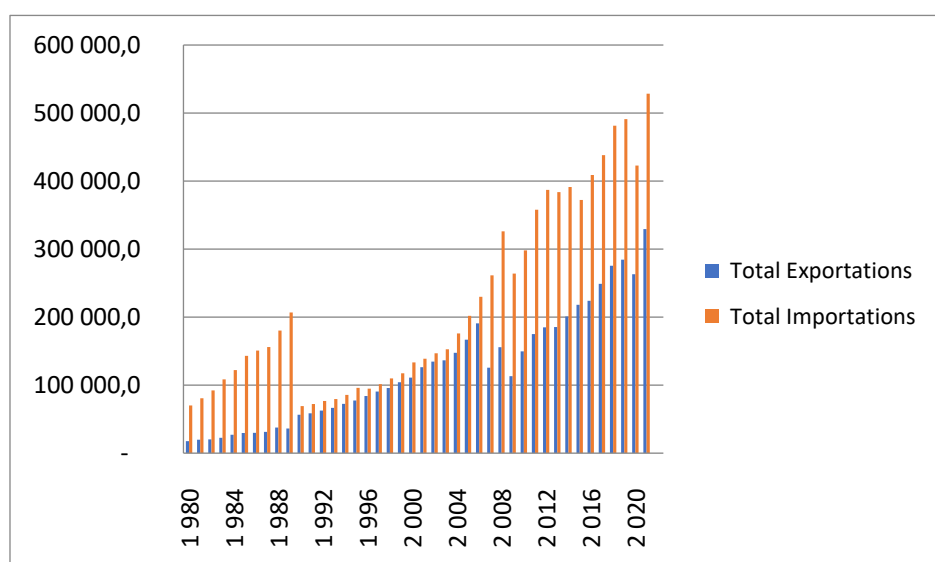
Graphique 3 : Évolution du taux de croissance du PIB et celui des IDE



Source : HCP

D'après ce graphique, on peut dire qu'il existe une relation entre les variables mais celle-ci reste très faible. À priori on peut dire que les IDE agissent d'une manière indirecte sur le taux de croissance du PIB. Une étude empirique peut nous confirmer ou infirmer cette hypothèse.

Graphique 4 : Évolution du commerce extérieur (en million de MAD)



Source : Office de Change

2.2. Les objectifs attendus des IDE au Maroc

Les IDE peuvent contribuer à stimuler la croissance économique au Maroc en apportant de nouvelle technologie, des compétences et des capitaux.

Tout d'abord, les IDE peuvent apporter de nouvelles technologies qui peuvent aider à améliorer la compétitivité et l'efficacité des entreprises marocaines. Les entreprises étrangères peuvent apporter des technologies de pointe et des pratiques de gestion modernes qui peuvent aider les entreprises marocaines à améliorer leur compétitivité, à réduire leurs coûts et à améliorer la qualité de leurs produits.

En outre, les IDE peuvent, également, apporter des compétences et des connaissances qui peuvent aider à renforcer les capacités des entreprises marocaines. Les entreprises étrangères peuvent apporter des compétences techniques spécialisées, des connaissances commerciales et des pratiques de gestion avancées qui peuvent aider à améliorer leurs efficacités et leur compétitivité.

Enfin, les IDE peuvent également apporter des capitaux qui peuvent être utilisés pour investir dans des projets d'expansion et de développement. Les entreprises étrangères peuvent fournir des financements qui peuvent aider les entreprises marocaines à financer des projets d'expansion, à développer de nouveaux projets et services, ou à investir dans des infrastructures clés telles que les routes, les ports et les aéroports.

En somme, les IDE peuvent contribuer à stimuler la croissance économique au Maroc en apportant de nouvelles technologies, des compétences et des capitaux. Cependant, il est important de s'assurer que ces investissements sont bien gérés et alignés sur les priorités de développement économique du Maroc, afin de maximiser les avantages pour l'économie marocaine.

D'un autre côté, les IDE peuvent également aider à stimuler les exportations marocaines en fournissant un accès aux marchés étrangers.

Cependant, les IDE peuvent, également, avoir des effets négatifs sur l'économie marocaine s'ils sont mal gérés ou ils favorisent des industries à faible valeur ajoutée.

Pour maximiser les avantages des IDE pour notre économie, il est important d'encourager les investissements dans des activités à forte valeur ajoutée et de garantir que les entreprises étrangères respectent les lois et les réglementations en vigueur.

En outre, il est important de développer les capacités locales en encourageant la formation et le développement de compétences, ainsi que la recherche et le développement dans des secteurs clés.

Graphique 5 : Répartition des IDE en activité économique (2014)



Source : Office de change

D'après ces deux graphiques 5 (ci-dessus) et 6 (ci-dessous), les IDE se sont orientés beaucoup plus vers des activités à forte valeur ajoutée à savoir l'industrie, les télécommunications, l'immobilier et le tourisme. C'est ainsi que les IDE en industrie sont passés de 16% à 24% dans le total des IDE dans moins de 10 ans (de 2014 à 2024), alors que la part dans l'activité des télécommunications est passée de 8% à 13% durant la même période ; l'investissement dans l'immobilier à lui seul est passé de 9% à 19% et cela trouve son explication dans le fait le Maroc a connu un taux d'urbanisation très élevé ces dernières années.

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde de 2022 de la CNUCED, les flux d'IDE vers le Maroc ont atteint 2,1 milliards d'USD en 2021, en hausse de plus de moitié par rapport à l'année précédente. De même, le stock total d'IDE s'élevait à 72,9 milliards de USD, soit environ 55,5% du PIB. Le profil d'IDE du Maroc est assez diversifié, avec une présence consolidée de certaines grandes multinationales dans les industries manufacturières,

notamment l'automobile, l'aérospatiale et le textile. Nous pouvons citer entre, autres, Renault, Peugeot, Spirit AeroSystems.

Graphique 6 : Répartition des IDE en activités économiques (2024)



Graphiques construits à partir des données de l'Office de Change

2.3. L'étude économétrique :

Le Maroc s'est positionné comme un hub régional en Afrique du Nord grâce à des investissements dans des secteurs stratégiques tels que l'automobile, l'aéronautique, les énergies renouvelables et les infrastructures.

La question centrale de cette étude est la suivante : Les IDE contribuent-ils significativement à la croissance économique au Maroc ?

L'objectif de cette partie du travail est d'évaluer empiriquement l'existence de cette relation IDE – Croissance économique, à court et à long terme.

La littérature économique identifie plusieurs canaux par lesquels les IDE influencent la croissance :

▪ **Approche théorique et empirique**

- **Modèle néoclassique (SOLOW)** où les IDE augmentent le stock de capital.
- **Théorie de la croissance endogène** qui préconise que les IDE favorisent la croissance via le transfert technologique, innovation et externalités positives.
- **Approche institutionnelle** qui défend l'idée que l'impact des IDE dépend de la qualité des institutions et du capital humain.

Les résultats empiriques sont contrastés :

- Effet positif dans les pays dotés d'un capital humain élevé.
- Effet neutre dans les économies peu diversifiées.
- Effet conditionnel selon le niveau de développement financier.

Pour le Maroc, plusieurs études montrent une relation positive mais modérée, dépendante de l'intégration sectorielle des IDE.

▪ **Spécification du modèle adopté :**

La relation entre les IDE et la croissance économique est caractérisée par une causalité potentiellement bidirectionnelle. D'une part, les IDE contribuent à la croissance économique à travers le transfert de technologies, l'amélioration de la productivité et la création d'emplois. D'autre part, un niveau élevé de croissance économique rend un pays plus attractif pour les investisseurs étrangers. Ainsi, ces variables s'influencent mutuellement dans le temps.

Dans le cas du Maroc, la croissance économique, les IDE, la FBCF et l'ouverture économique sont fortement interconnectés.

Nous adoptons une fonction de production augmentée ou la variable dépendante est : le taux de croissance du PIB réel (%) PIBt⁶ :

$$PIB_t = f(IDE_t, FBCF_t, OUV_t, , PIB_{t-1})^7$$

Où les variables explicatives sont :

- PIBt-1 : Produit Intérieur Brut réel (%) ;
- IDE : Flux d'IDE (% du PIB) ;
- FBCF : Formation Brute de Capital Fixe (% du PIB) ;
- OUV : Ouverture commerciale (% du PIB).

Les données exploitées dans cette analyse empirique sont fournies par la Banque Mondiale. La période couverte par l'étude commence à partir de 1990 et s'étale sur 34 ans.

Dans le cadre de cette étude, nous allons essayer d'adopter la modélisation ARDL (Autoregressive Distributed Lag) car elle capture la dynamique temporelle des séries (effets retardés, ajustements), permet d'estimer les relations de long terme et de court terme sans exiger le même ordre d'intégration des variables, et fournit des estimations robustes. Il présente, également, de bonnes performances dans les échantillons de petite taille comme le cas de notre analyse (n=34), ce qui en fait une méthode adaptée aux analyses empiriques appliquées.

3. Résultats empiriques

Dans la modélisation ARDL, Il est essentiel de vérifier l'ordre d'intégration des variables I(1) et I(0) sinon nous risquons d'étudier d'autres modèles. Pour ce faire, nous allons utiliser l'approche de Augmented Dickey-Fuller (ADF) pour tester la stationnarité des variables.

3.1. Stationnarité des variables (Test ADF) :

Le tableau ci-après présente les résultats du test ADF.

Tableau N° 1 : Test de stationnarité des variables utilisées

Variables	Niveau	Stationnarité
		Ordre d'intégration
PIB	Modèle 2	I(0)
IDEe	Modèle 2	I(0)
OUV	Modèle 1	I(1)
FBCF	Modèle 1	I(1)

Source : auteur, EVIEWS12

Les résultats du test de racine unitaire de ADF montrent que les variables PIB, IDEe sont stationnaires en niveau I (0) et les variables FBCF, OUV sont intégrées d'ordre 1 I (1) stationnaires qu'après la première différenciation.

3.2. Estimation du modèle ARDL :

▪ Analyse de la causalité :

Lorsque les variables non stationnaires sont intégrées à des ordres différents, le test de causalité de Granger traditionnel devient inefficace. Dans ce cas, l'on recourt au test de causalité au sens de Toda-Yamamoto (1995).

Pour faire ce test, nous allons suivre les étapes ci-après :

- Détermination de l'ordre d'intégration maximale dmax=1

⁶ Source des données :

⁷ La période d'étude s'étale de 1990 à 2023

- Déterminer le décalage optimal du VAR est $K=1$
- Estimer un VAR d'ordre $p=d_{\max}+K=2$

Tableau N°2 : Causalité au sens de Toda Yamamoto

VAR Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests			
Included observations: 32			
Dependent variable : PIB			
Excluded	Chi-sq	df	Prob.
IDEE	5.857452	2	0.0535
FBCF	1.701311	2	0.4271
OUV	4.200949	2	0.1224
All	11.38584	6	0.0772

Source : auteur

D'après le tableau ci-dessus, La probabilité associée à l'hypothèse nulle selon laquelle IDEE ne cause pas PIB est de 0.053, proche de 0,05. On peut rejeter l'hypothèse nulle. IDEE cause au sens de Toda Yamamoto le PIB.

Aussi, La probabilité associée à l'hypothèse nulle H_0 selon laquelle la FBCF ne cause pas PIB est égale à 0.42, supérieure à 0,05. Nous acceptons H_0 alors que la variable FBCF ne cause pas le PIB.

Également, L'OUV n'influence pas le PIB car la probabilité associée à cette hypothèse nulle est de 0.12 qui est supérieure à 0.05.

▪ Décalage optimal et estimation du modèle ARDL

En utilisant le critère d'information de Schwarz (SIC), nous allons déterminer le modèle ARDL optimal comme présenté ci-dessous.

Tableau N° 3 : Estimation du modèle ARDL optimal

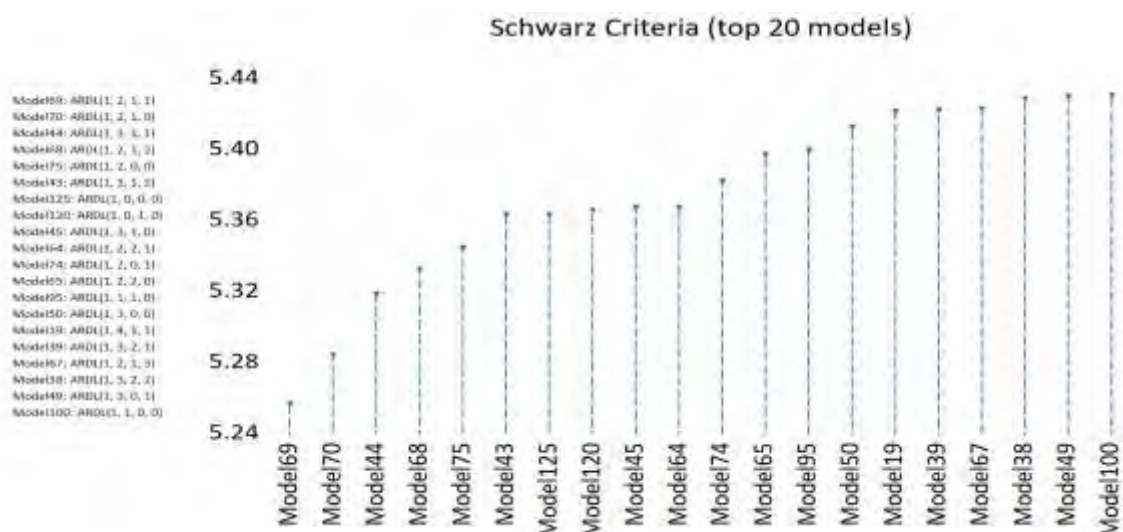
Dependent Variable: PIB				
Method: ARDL				
Selected Model: ARDL(1, 2, 1, 1)				
Note: final equation sample is larger than selection sample				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
PIB(-1)	-0.645376	0.138462	-4.661027	0.0001
OUV	0.173654	0.093946	1.848441	0.0774
OUV(-1)	-0.101146	0.117337	-0.862016	0.3976
OUV(-2)	-0.215006	0.097358	-2.208393	0.0375
IDEE	1.161198	0.451013	2.574644	0.0169
IDEE(-1)	1.233780	0.472529	2.611014	0.0156
FBCF	-0.865358	0.510754	-1.694275	0.1037
FBCF(-1)	1.100932	0.588316	1.871328	0.0741
C	3.175775	6.174045	0.514375	0.6119
R-squared	0.643244	Mean dependent var		3.499259
Adjusted R-squared	0.519154	S.D. dependent var		4.044895
S.E. of regression	2.804853	Akaike info criterion		5.132838
Sum squared resid	180.9456	Schwarz criterion		5.545076
Log likelihood	-73.12540	Hannan-Quinn criter.		5.269483
F-statistic	5.183720	Durbin-Watson stat		2.271613

Source : Auteur, Eviews12

Le modèle ARDL estimé :

$$\text{PIB} = -0.645375916538 \cdot \text{PIB}(-1) + 0.173653527318 \cdot \text{OUV} - 0.101146375594 \cdot \text{OUV}(-1) - 0.215005696097 \cdot \text{OUV}(-2) + 1.16119849369 \cdot \text{IDEE} + 1.23377959332 \cdot \text{IDEE}(-1) - 0.865358279105 \cdot \text{FBCF} + 1.10093218669 \cdot \text{FBCF}(-1) + 3.17577456725$$

Graphique N°8 : Critères Schwarz



Source : Auteur, Eviews12

Le Graphique ci-haut nous montre que le modèle ARDL (1,2,1,1) est le plus optimal car il offre la plus petite valeur de Schwarz.

3.2. Tests diagnostiques du modèle ARDL estimé

Pour valider le modèle ARDL estimé, nous allons vérifier les tests de violation des hypothèses comme illustré ci-après.

Tableau N°4 : Résultats des tests diagnostiques du modèle ARDL estimée

Hypothèse du test	Tests	Valeurs (probabilité)
Autocorrélation	Breusch Godfrey	1.34 (Prob 0,24)
Hétéroscédasticité	Harvey	6,02(0,64)
Normalité	Jarque-Bera	8,23 (Prob 0,01)
Spécification	Ramsey (Fisher)	0,0001(0,99)

Source : Auteurs, Eviews12

Les résultats des tests diagnostiques montrent que les résidus sont non corrélés et ne présentent pas d'hétéroscédasticité et ne sont pas normalement distribués, Le modèle est également bien spécifié.

Avant de valider le modèle ARDL, il est important de vérifier l'existence d'une relation de Co intégration au sens de Pesaran.

▪ Test de Co intégration aux bornes « Pesaran »

La condition nécessaire pour valider le modèle ARDL c'est d'appliquer le test de Co intégration aux bornes et de vérifier l'existence d'une relation de Co intégration selon l'approche de Pesaran.

Tableau N°5 : Résultat du test de Co intégration de Pesaran et al (2001)

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
			Asymptotic: n=1000	
F-statistic	29.89613	10%	2.37	3.2
K	3	5%	2.79	3.67
		2.5%	3.15	4.08
		1%	3.65	4.66

Source : Auteur, Eviews12

Les résultats du test de Co intégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de Co intégration entre les variables car Fstat calculée (29,89) est supérieur à 3.67. Ce qui confirme l'estimation de l'effet de long terme.

D'après les résultats des tests de robustesse et le test de Co intégration de *Pesaran*, nous concluons ainsi que notre modèle ARDL est validé et significatif.

▪ **Coefficients de Long terme (LT) et dynamique de court terme**

Après avoir validé notre modèle ARDL, nous allons analyser les résultats de la dynamique de LT et de CT comme illustré ci-après.

Tableau N° 6 : Dynamique de Long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
OUV	-0.086605	0.047385	-1.827693	0.0806
IDEE	1.455581	0.418939	3.474444	0.0021
FBCF	0.143173	0.220565	0.649119	0.5227
C	1.930121	3.738276	0.516313	0.6106
EC = PIB - (-0.0866*OUV + 1.4556*IDEE + 0.1432*FBCF + 1.9301)				

Le tableau ci-dessus nous montre que :

- Le lien entre OUV et PIB n'est pas statistiquement significatif car la probabilité d'accepter l'hypothèse H0 est égale à 0.08 supérieure à 5%. Cela montre que l'ouverture commerciale n'impacte pas la croissance économique au Maroc à LT.
- La relation entre IDE et PIB est **statistiquement significative et positive** car la probabilité d'accepter cette hypothèse H1 est égale à 0.0021 qui inférieure à 5%. Cela signifie qu'une augmentation de l'investissement direct à l'étranger de 10% entraîne bel et bien une hausse de la croissance de l'économie marocaine de 14.55 % à LT.
- La relation entre la FBCF et le PIB n'est pas statistiquement significative car la probabilité d'accepter l'hypothèse H0 est égale à 0.52 largement supérieure à 5%. Cela indique que la FBCF n'impacte pas la croissance économique au Maroc à LT.

Tableau N°7 : Dynamique de Court terme

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(OUV)	0.173654	0.082931	2.093942	0.0475
D(OUV(-1))	0.215006	0.068840	3.123274	0.0048
D(IDEE)	1.161198	0.278917	4.163247	0.0004
D(FBCF)	-0.865358	0.433885	-1.994442	0.0581
CointEq(-1)*	-1.645376	0.124209	-13.24678	0.0000
R-squared	0.888877	Mean dependent var		-
				0.111264
Durbin-Watson stat	2.271613			

Source : Auteur, Eviews12

Selon le tableau ci-dessus, Le coefficient d'ajustement est statistiquement significatif, il est négatif « -1.64 », ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur, et donc l'existence d'une relation de long terme (Co intégration) entre variables. Aussi, on note que :

- À court terme, la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique est statistiquement significative et positive, puisque la probabilité associée à l'hypothèse H0 est de 0,047 ce qui est inférieure au seuil de 5%. Ainsi, l'ouverture commerciale retardée d'une période a un effet positif et significatif à CT sur la

croissance économique au Maroc car la probabilité associée à l'hypothèse H_0 est de 0,0048 ce qui est inférieure au seuil de 5%.

- De même, la relation entre de l'investissement direct étranger et la croissance économique est **statistiquement significative et positive**, puisque la probabilité associée à l'hypothèse H_0 est de 0,0004 ce qui est inférieure au seuil de 5%. Cela indique qu'une hausse de l'investissement directe à l'étranger de 1% entraîne une augmentation de la croissance économique au Maroc de 1.16 % à LT.
- La relation entre la FBCF et le PIB n'est pas statistiquement significative car la probabilité d'accepter l'hypothèse H_0 est égale à 0.058 supérieure à 5%. Cela montre que le FBCF n'impacte pas la croissance économique au Maroc à CT.

4. Discussion et conclusion

Au terme de cette étude, il ressort que les investissements directs étrangers jouent un rôle déterminant dans la dynamique de croissance économique au Maroc. L'analyse économétrique menée à l'aide du modèle VAR/ARDL a permis de mettre en évidence une relation positive et statistiquement significative entre les IDE et le produit intérieur brut, confirmant ainsi les fondements théoriques relatifs aux effets bénéfiques des flux de capitaux étrangers.

Par ailleurs, l'analyse descriptive, notamment à travers l'évolution temporelle des IDE et leur répartition sectorielle, révèle une tendance globalement croissante des flux d'investissement, malgré un recul conjoncturel en 2020, suivi d'une reprise soutenue.

Toutefois, cette dynamique s'accompagne d'une forte concentration des IDE dans les secteurs immobilier et industriel, ce qui soulève des interrogations quant à la diversification sectorielle et à l'optimisation de leur impact économique.

En effet, bien que ces secteurs contribuent significativement à la croissance, une orientation plus marquée vers les activités à forte valeur ajoutée, telles que les technologies avancées, les énergies renouvelables et les services innovants, apparaît nécessaire pour renforcer les effets d'entraînement des IDE sur l'économie nationale.

Dès lors, les politiques publiques devraient s'orienter vers l'amélioration de l'attractivité du Maroc pour des investissements plus diversifiés et à contenu technologique élevé, afin de favoriser une croissance durable, inclusive et résiliente face aux chocs exogènes.

En définitive, les IDE constituent un levier stratégique pour le développement économique du Maroc, à condition que leur allocation sectorielle soit optimisée et accompagnée de réformes structurelles adaptées.

Références :

- (1). Amin, S. (1974). Accumulation on a world scale: A critique of the theory of underdevelopment. Monthly Review Press. (Tel qu'analysé dans Dhaoui & Samoud, 2016).
- (2). Banque mondiale. (s. d.). Indicateurs du développement dans le monde [Base de données]. <https://donnees.banquemondiale.org>
- (3). Blomström, M., Lipsey, R. E., & Zejan, M. (1994). What explains developing country growth? Dans W. J. Baumol, R. R. Nelson, & E. N. Wolff (Éds.), *Convergence and productivity: Cross-national studies and historical evidence* (p. 243–259). Oxford University Press.
- (4). Crozet, Y. (2001). *Les grandes questions de l'économie internationale*. Nathan.

- (5). Dhaoui, S., & Samoud, I. (2016). Les IDE et transfert de technologie : Cas des industries manufacturières tunisiennes (Notes et Analyses de l'ITCEQ n° 35). Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives.
- (6). Moran, T. H., Graham, E. M., & Blomström, M. (Éds.). (2005). Does foreign direct investment promote development? Institute for International Economics.
- (7). OCDE. (2023). Investissement direct étranger. <https://www.oecd.org/fr/themes/investissement-direct-etranger-ide.html>
- (8). Sylwester, K. (2005). Foreign direct investment, growth and income inequality in less developed countries. *International Review of Applied Economics*, 19(3), 289–300. <https://doi.org/10.1080/02692170500119748>.